

ASSEMBLÉE NATIONALE

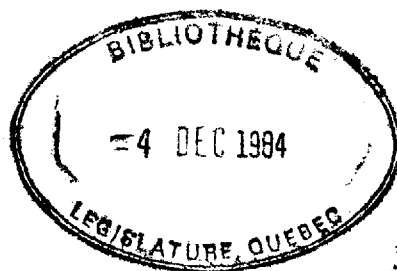
CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 254
(Privé)

Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman

Présentation



**Présenté par
M. Harry Blank
Député de Saint-Louis**

**Éditeur officiel du Québec
1984**



Projet de loi 254

(Privé)

Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman

ATTENDU que par actes de donation et de fiducie reçus le 1^{er} mai 1942 devant le notaire Hyman Ernest Herschorn et enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 523231, 523232, 523233, feu Samuel Bronfman a fait des donations irrévocables à des fiducies, l'une au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman et de ses enfants à naître, l'autre au bénéfice d'Edgar Miles Bronfman et de ses enfants, et la dernière au bénéfice de Charles Rosner Bronfman et de ses enfants;

Qu'en vertu de la clause 16c de ces actes de donation et de fiducie, il n'existe qu'un pouvoir limité d'emprunt exprimé en ces termes:

«(c) D'emprunter de l'argent pour les fins d'administrer la fiducie, si lesdits fiduciaires le croient nécessaire ou opportun, sans garantie, ou avec garantie hypothécaire ou telle autre garantie consentie sur les biens de la fiducie, qu'ils soient mobiliers ou immobiliers et de recevoir l'argent ainsi emprunté ou de prêter de l'argent à la fiducie et, de rembourser le principal de l'argent ainsi emprunté, avec intérêts sur icelui, à même les fonds de la fiducie à tel moment et à telles conditions qui peuvent être contenues dans tout acte ou tous actes d'hypothèque énonçant les modalités de l'acte de prêt;» (*traduction*)

Qu'en raison des activités et du développement de ces fiducies, de tels pouvoirs restreints d'emprunt sont devenus inadéquats pour satisfaire les besoins et qu'il est à l'avantage de tous les bénéficiaires que les fiduciaires jouissent d'une plus grande liberté pour emprunter et contracter des obligations financières pour le compte de ces fiducies;

Que, bien que tous les intéressés, dans le cas de la fiducie de Phyllis Barbara Bronfman et ses enfants à naître et la fiducie de Charles Rosner Bronfman et de ses enfants, soient conscients tant des bienfaits que des obligations morales et sociales de faire des contributions à des organismes de charité, les fiduciaires n'ont pas légalement le pouvoir de le faire;

Qu'il est opportun d'accorder aux fiduciaires des fiducies de Phyllis Barbara Bronfman et Charles Rosner Bronfman, le pouvoir de faire des donations à des organismes de charité;

Que tous les fiduciaires et le seul bénéficiaire existant dans le cas de la fiducie Phyllis Barbara Bronfman, ainsi que tous les fiduciaires et les bénéficiaires majeurs dans le cas des fiducies de Charles Rosner Bronfman et Edgar Miles Bronfman sont désireux de modifier les pouvoirs des fiduciaires;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les clauses 16c des actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman, en tant que donateur, reçus devant le notaire Hyman Ernest Herschorn, le 1^{er} mai 1942 et enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 523231, 523232, 523233 sont remplacées par ce qui suit:

«(c) D'emprunter pour le compte de la fiducie toute somme nécessaire, selon les modalités et aux conditions que les fiduciaires jugeront appropriées, d'hypothéquer, mettre en gage, nantir ou autrement grever tout bien de la fiducie en garantie du remboursement de toute somme ainsi empruntée, incluant les intérêts, ainsi que pour l'accomplissement de toute autre obligation reliée à un tel emprunt, et de cautionner avec ou sans garantie toute obligation ou engagement. ».
(traduction)

2. Ces actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman concernant la fiducie Phyllis Barbara Bronfman et celle de Charles Rosner Bronfman sont modifiés par l'addition, après la clause 24, de la suivante:

«25. Malgré toute autre disposition, les fiduciaires peuvent faire des dons à des organismes de charité, à même le capital ou les revenus de la fiducie. ».

3. La présente loi entre en vigueur le *(insérer ici la date de sanction de la présente loi)*.